

**En Auvergne
Rhône-Alpes,
50 000
EMPLOIS
NON-DÉLOCALISABLES,
c'est
POSSIBLE !**

www.lerassemblement2015.fr | ÉLECTIONS RÉGIONALES LES 6 ET 13 DÉCEMBRE

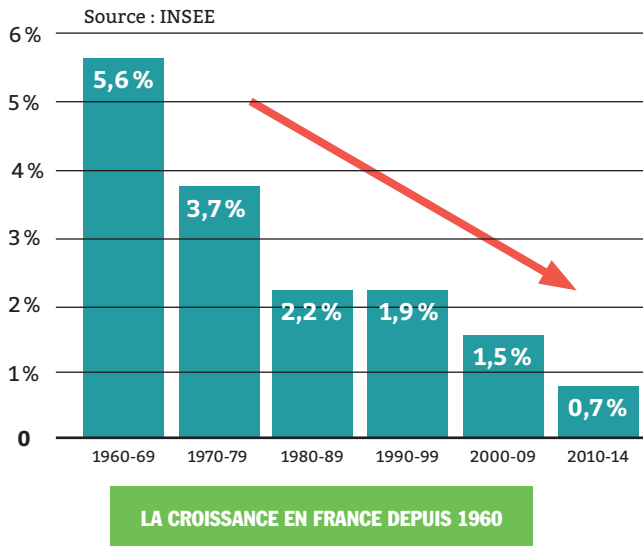
Le Rassemblement 2015, une démarche citoyenne soutenue par :





ENCORE ATTENDRE LA CROISSANCE ?

Pour sortir du chômage...
... doit-on vraiment
compter sur le retour
de la croissance ?



03

► Alors que **la croissance ralentit depuis plus de 50 ans**, le Parti Socialiste et Les Républicains (ex-UMP), qui se succèdent au pouvoir, s'entêtent à faire du « retour de la croissance » l'alpha et l'oméga de leurs plans d'actions économiques et sociales.

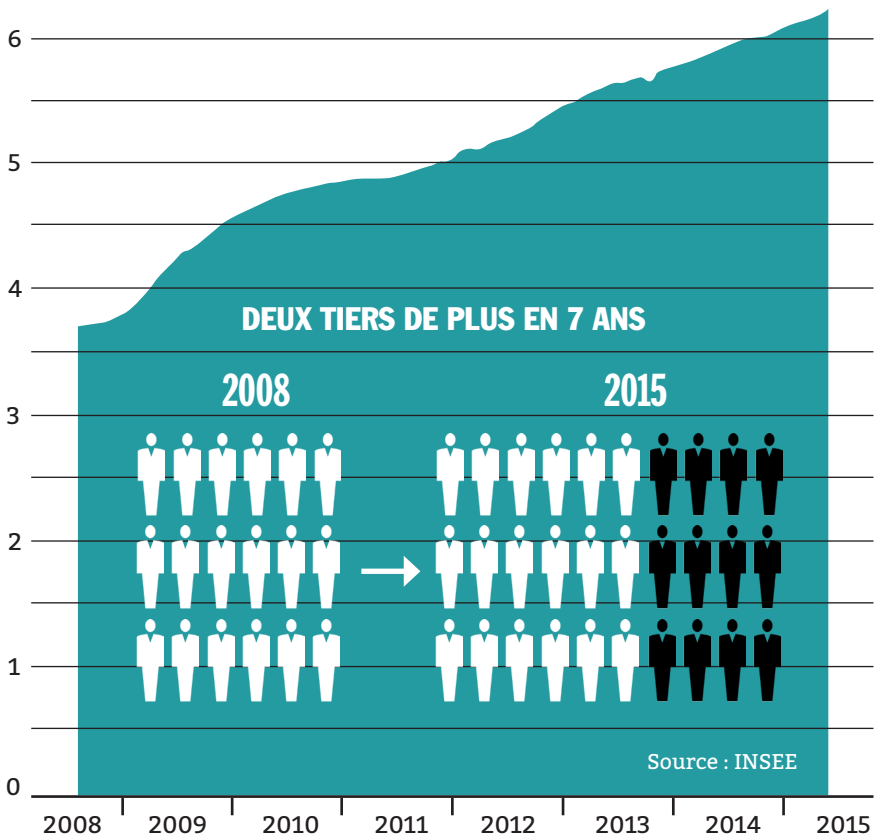
Est-ce bien sérieux ?

Avec **6 millions de chômeurs** (et des millions de précaires) en France, dont 600 000 en Auvergne Rhône-Alpes, est-il encore possible de miser sur la croissance pour sortir de la crise ?



UN CHÔMAGE TELLEMENT MASSIF QU'IL ENTRETIENT LA CRISE !

04



NOMBRE TOTAL DE DEMANDEURS D'EMPLOI

(En millions de personnes)



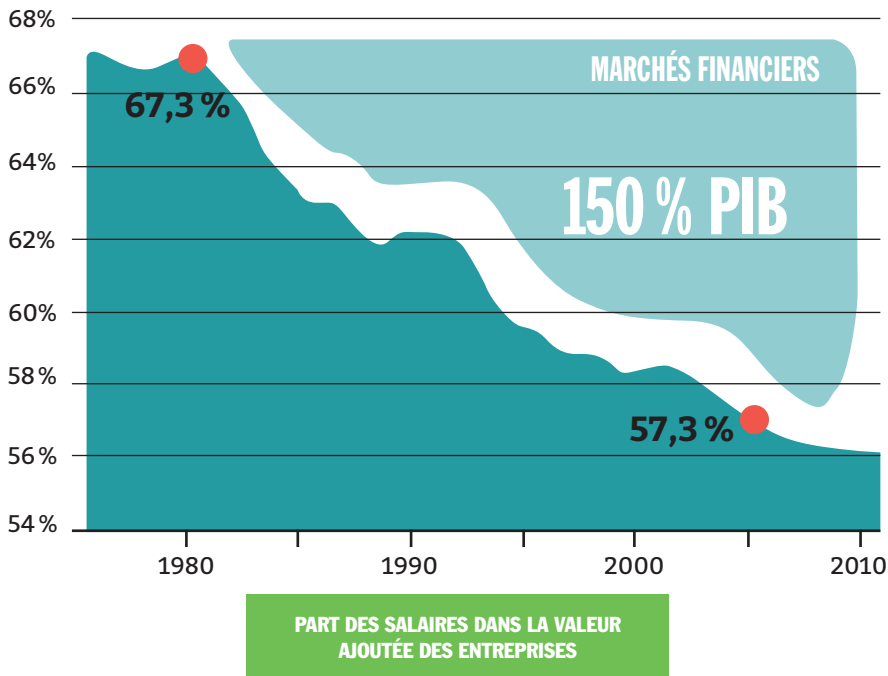
LA PEUR DU CHÔMAGE EXERCE UNE PRESSION À LA BAISSÉ SUR LES SALAIRES

► Quand la peur du chômage est dans toutes les têtes, la négociation sur les salaires se réduit à « Si t'es pas content, va voir ailleurs! ».

En trente ans, la part des salaires dans le PIB a baissé de 10 % dans tous les pays occidentaux. Ce sont des sommes colossales qui auraient dû aller aux salariés, aux caisses de

Sécurité sociale, aux systèmes de retraite, aux caisses de l'État. Elles sont en fait parties vers les actionnaires et les marchés financiers.

C'est autant d'argent qui n'est pas réinjecté dans l'économie réelle, c'est à dire dans le chiffre d'affaire des entreprises.



Les grands groupes privilégient
couramment le reversement de
dividendes aux actionnaires plutôt
que la création réelle d'emplois.



LE CHÔMAGE PERMET D'ACCROÎTRE LES PROFITS DES ACTIONNAIRES

► En 2014, en France, alors que la richesse par tête diminuait de **0,2%**, les dividendes versés aux actionnaires ont bondi de **30%** (*Le Figaro*, 8 février 2015).



UNE PRESSION DE PLUS EN PLUS FORTE SUR LES ARTISANS, TPE, PME ET PMI

► Les multinationales profitent des exonérations de charges et paient en moyenne **3%** d'impôts là où les PME TPE et les artisans sont à **33%** et ont moins facilement accès aux dispositifs d'aide.

Toutes les charges croissantes liées au chômage sont donc supportées essentiellement par les TPE, PME et PMI ce qui bride leur développement et les fragilise.

Comme des
SOMNAMBULES

NOUS

MARCHONS

— VERS LA —

CATASTROPHE

Edgar Morin



MÊME AVEC DE LA CROISSANCE (ARTIFICIELLE), PAS DE PLEIN EMPLOI !

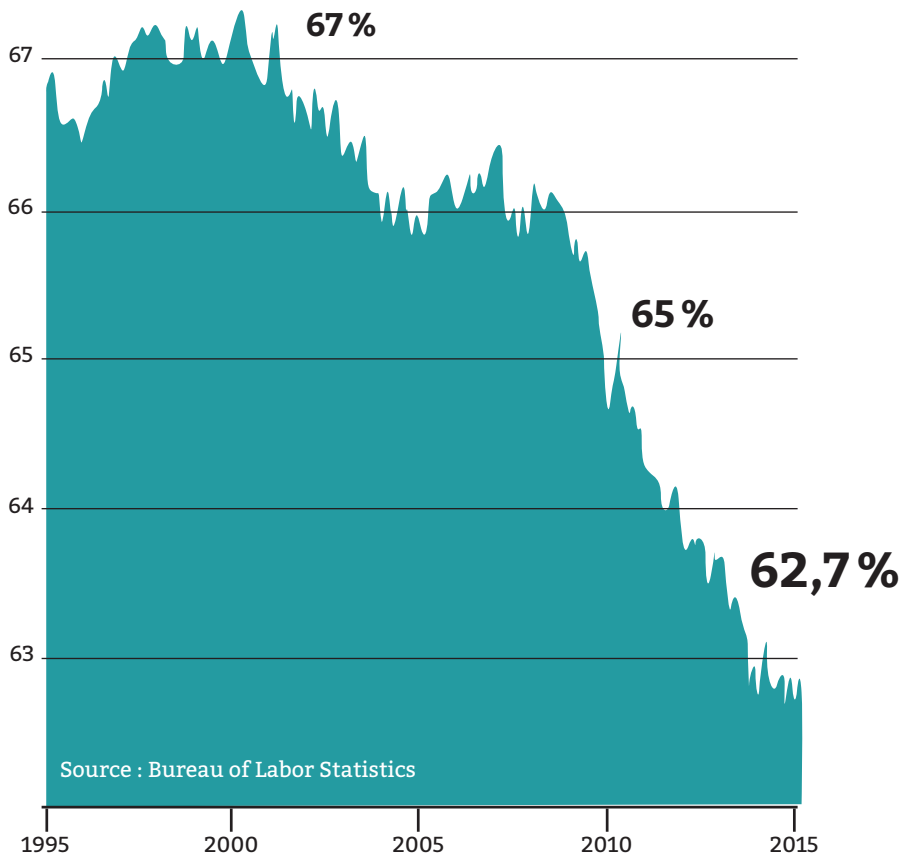
08

► Depuis la crise de 2008, les États-Unis tentent désespérément de créer de la croissance avec une débauche de moyens (planche à billets à outrance : **3 500 milliards de dollars imprimés par la Banque Fédérale**) et en sacrifiant l'environnement (gaz de schistes et sables bitumeux).

Malgré cela, les USA n'arrivent pas à retourner au plein emploi. Pire encore, **la modeste diminution du chômage est un trompe l'oeil** puisqu'elle est essentiellement due aux demandeurs d'emplois en fin de droit qui sortent des systèmes de statistique (300 000 par mois). En réalité, la population active continue de chuter.

En France, c'est chaque mois **50 000 à 60 000 personnes qui ne sont plus comptées comme chômeurs** car elles tombent en fin de droit. Elles disparaissent des statistiques de Pôle Emploi mais se retrouvent dans une précarité plus grande encore.

En France et en Europe, le seul moyen qui nous est imposé pour doper la croissance est de regagner quelques points de compétitivité pour espérer concurrencer l'Asie aujourd'hui et demain l'Afrique. Mais voulons-nous vraiment diviser nos salaires par 10 ?

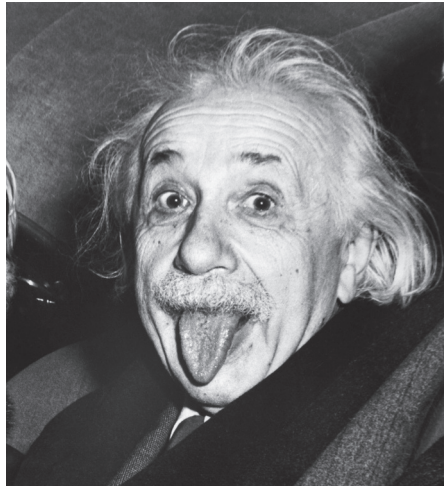


TAUX D'ACTIVITÉ AUX USA DEPUIS 1995
 (En % des adultes)



« FAIRE TOUJOURS LA MÊME CHOSE
ET ESPÉRER UN RÉSULTAT DIFFÉRENT,
C'EST LA DÉFINITION DE LA FOLIE »
DISAIT ALBERT EINSTEIN.

10



► Faut-il continuer à mettre en œuvre des politiques inefficaces ou faut-il, tous ensemble, **inventer et mettre en œuvre un nouveau modèle de développement ?** Se contenter d'attendre le retour de la croissance est illusoire, tout comme chercher à la provoquer à tout prix est coûteux pour le contribuable, inutile écologiquement et humainement destructeur.

► Alors que le Parti Socialiste et Les Républicains (ex-UMP) sont bloqués dans cette double impasse, le Rassemblement Citoyen, Écologique, Solidaire veut engager le mandat 2016-2021 dans un nouveau modèle de développement économique en Auvergne Rhône-Alpes.

► **Puisqu'il est insoutenable pour la planète de produire toujours plus**, puisqu'il est illusoire de vouloir concurrencer aujourd'hui l'Asie et demain l'Afrique sur le terrain des salaires, nous mettrons un terme à cette fuite en avant destructrice. Alors que le vieux modèle menace de s'effondrer bientôt, nous voulons faire du territoire Auvergne Rhône-Alpes une région qui innove en matière sociale comme en matière économique et démocratique. Une région qui protège les salariés et les PME. Une région dans laquelle nous prouvons concrètement que l'on peut vraiment concilier efficacité économique, justice sociale et protection de l'environnement.

► **Il n'y a pas de fatalité**. Déjà les alternatives existent et montrent qu'**un autre modèle de développement est possible**. Notre modèle de développement économique est basé sur la satisfaction des besoins quotidiens des citoyens de la région, en utilisant d'abord les ressources propres du territoire régional : ressources naturelles, filières d'excellence existantes, potentiel d'innovation technologique et sociale, économie de proximité, haut niveau de compétence et de qualification de la population.

► Nous mobiliserons les nombreux leviers dont la Région dispose **pour créer, sur le mandat, au moins 50 000 emplois** non délocalisables, de qualité, utiles et à l'impact neutre voire positif sur le climat.

11

**LE PARTI SOCIALISTE ET LES
RÉPUBLICAINS MISENT TOUTE
LEUR STRATÉGIE DE SORTIE
DE « CRISE » SUR LE
RETOUR DE LA CROISSANCE :
ET SI ON TENTAIT AUTREMENT ?**



AGIR - TOUT DE SUITE POUR L'EMPLOI DANS LA RÉGION

AXE 1

ORIENTER LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE VERS LE TISSU DES PME-PMI ET TPE

12

334 millions d'euros de dépenses inutiles effectuées sur le mandat 2010-2015 en Auvergne et Rhône-Alpes, seront réorientés vers nos propositions en faveur de la création d'emplois non-délocalisables et de qualité. À budget constant, on peut faire autrement et susciter la création d'au moins 17 000 emplois locaux ! Les petites et moyennes entreprises sont les premières à souffrir de la crise. Il faut tout faire pour les protéger !

Il faut générer 7 fois moins de chiffre d'affaires supplémentaire pour créer un nouvel emploi dans une PME que dans une grande entreprise.

17 000 EMPLOIS EN SOUTENANT LES ENTREPRISES

1. Réorienter massivement les aides régionales

- ▶ Nous ciblerons en priorité les artisans, TPE, PME & PMI.
- ▶ Les aides seront toutes conditionnées à des critères sociaux et environnementaux pour favoriser l'emploi local et durable, préserver l'environnement...
- ▶ Nous exigerons le remboursement des aides en cas de non respect des conditions prévues aux contrats.
- ▶ Nous simplifierons les démarches administratives des employeurs.

Aller plus loin :
Les élus et militants du Rassemblement agissent déjà ! Avec le Contrat Atouts pour les artisans et le Contrat ESS, ils aident concrètement ces entreprises dans leur développement. L'enjeu : passer de 4 à 8 millions d'euros de budget annuel.

OUVRIER LES MARCHÉS PUBLICS AUX PME, TPE ET PMI

2. Faciliter l'accès aux appels d'offres

- ▶ Nous développerons des pratiques d'allotissement, en favorisant les marchés de groupements d'entreprises.
- ▶ Un service "relations fournisseurs" les conseillera et les guidera dans leurs démarches, parce qu'être bien informé, c'est bien collaborer !
- ▶ Nous aiderons au renforcement de la mutualisation des services administratifs pour libérer du temps aux chefs d'entreprise des TPE.

Aller plus loin :
Dans les marchés de construction / rénovation des lycées, des clauses sociales et environnementales et des appuis aux groupements sont proposés. Cette démarche sera généralisée à tous les achats de la Région, y compris les prestations de service.

PROTÉGER LES ENTREPRISES EXISTANTES

3. Sécuriser leur trésorerie, renforcer et protéger leurs investissements

Un mécanisme de garantie de paiement pour les PME, c'est éviter 25% des faillites qui sont dues à des problèmes de trésorerie, alors même que l'entreprise est rentable.

- ▶ Pour éviter que des petites entreprises rentables disparaissent par défaut de trésorerie, nous négocierons avec la Caisse des Dépôts une garantie de paiement pour toutes les PME et PMI : Coût zéro et des milliers d'emplois sauvegardés !
- ▶ Nous créerons une Banque régionale d'investissement pour investir dans les entreprises et participer à leur développement sur des bases d'exigence sociale et de respect de l'environnement.
- ▶ Nous mettrons en place des dispositifs d'aide au dépôt de brevet pour les petites entreprises : protéger leur innovation, c'est assurer leur développement !

Aller plus loin :
Les dispositifs de prêts d'honneur aux créateurs d'entreprise seront généralisés à tous les chômeurs-créateurs et toutes les entreprises solidaires au sens de la loi Hamon.

AXE 2

ASSURER L'OUVERTURE DE NOUVEAUX MARCHÉS ET SECTEURS D'ACTIVITÉS

En Autriche, ce sont 300 000 emplois qui ont été créés par une démarche de transition énergétique. N'attendons pas pour un « Green New Deal » : de l'emploi au #BienVivre !

**8 000 EMPLOIS DANS LES
ÉNERGIES RENOUVELABLES**

**5 000 EMPLOIS EN FAISANT
DES DÉCHETS DES UNS LES
RESSOURCES DES AUTRES**

14

1. Appuyer la recherche et le développement des filières des énergies renouvelables

► Nous nous engagerons à venir en soutien aux multiples filières d'énergies renouvelables pour créer de nouveaux emplois tout en réduisant les émissions de gaz à effet de serre et sortant progressivement du nucléaire. Au bas mot, ce sont 8 000 emplois qui peuvent être créés !

► Nous soutiendrons les innovations en matière d'énergie : sobriété, efficacité, stockage, méthanisation, diversification de la production. La meilleure énergie est celle que l'on ne consomme pas.

2. Organiser les entreprises et leurs processus pour permettre une forte émergence des filières du recyclage et des déchets

► En structurant les filières des déchets, par le biais d'une politique basée sur les principes de l'économie circulaire : réutilisation successive des emballages et bouteilles en plastiques, transformation de nos déchets biologiques en carburant ou engrais agricoles, suppression de l'incinération des déchets (qui représente aujourd'hui 20% de la part totale de nos émissions polluantes).

► En soutenant la recherche sur le recyclage et sur les procédés de mutualisation des déchets pour engager plus encore le développement des filières.

Aller plus loin :
La mise en décharge et l'incinération
de 100 000 tonnes de déchets
représentent entre 20 et 40 emplois
tandis qu'un circuit de recyclage
en crée 200 !

7 000 EMPLOIS DANS L'HABITAT ET LE LOGEMENT

3. Le logement, un problème... ou une solution

Objectif de réduction de 35%
de la consommation énergé-
tique de l'habitat d'ici à 2020 :
un vivier d'emploi de plus de
7 000 emplois dans l'économie
réelle !

Un logement neuf, ce sont 2
emplois immédiats !

► La construction de logement exer-
cera une pression à la baisse sur les
loyers et le plan d'isolation réduira
la facture énergétique des familles,
tout en créant de l'emploi local.

► Nous doterons la région d'un « ser-
vice public de la rénovation » pour ai-
der les propriétaires dans les projets
de réhabilitation avec un objectif de
90 000 logements rénovés par an.

► Nous soutiendrons la construction
de 60 000 logements abordables par
an et mettrons en place un vaste plan
de réhabilitation énergétique : re-
cours aux matériaux locaux (par ex.
isolants bois, en appui à la filière de
la région), lutte contre le travail dis-
simulé, simplification de l'accès à
l'apprentissage seront parmi les me-
sures que nous adopterons.

15

AXE 3

LA RÉGION PROTECTRICE D'UNE ÉCONOMIE ADAPTÉE AUX NOUVEAUX ENJEUX SOCIÉTAUX

DES EMPLOIS AVANT TOUT NON-DÉLOCALISABLES

5 000 EMPLOIS EN RÉORIENTANT LA FORMATION

Plusieurs propositions du Rassemblement visent à faire évoluer l'économie vers le respect et l'amélioration du bien-être de ses habitants.

1. Soutien aux filières courtes et de qualité, à l'économie de proximité !

▶ Cela sera un angle majeur de notre politique économique pour inscrire l'emploi de manière durable et non-délocalisable sur notre territoire.

2. Développer une politique de formation au service de l'emploi pour tous

▶ Renforcer la politique de formation tout au long de la vie en direction des demandeurs d'emploi, en développant des dispositifs assurant une orientation individualisée et accompagnée sur tout le territoire.

▶ Pour que l'apprentissage mène toujours à un emploi, construire des filières métiers du CAP au diplôme d'ingénieur par le rapprochement avec les lycées professionnels.

▶ Soutenir les employeurs d'apprentis en proposant une prime à tout employeur signataire d'un contrat avec un jeune issu d'une Zone Urbaine Sensible et en augmentant le montant de l'aide dès la signature du deuxième contrat d'apprentissage par un même employeur.

▶ Mettre en place un plan régional de formation des Maîtres d'Apprentissage pour une formation des apprentis de meilleure qualité.

Aller plus loin :

La démarche « économie de proximité » a déjà inspiré 2 bassins de vie sur 3 en Rhône-Alpes autour de nouvelles activités économiques artisanales, industrielles, touristiques, familiales, environnementales. Incubateurs sociaux, Fabs Labs, productions gastronomiques et circuits bio, nouveaux services aux personnes âgées et handicapées... En route pour une économie locale au service de toutes et de tous !

4 000 EMPLOIS DANS LES ASSOCIATIONS ET ENTREPRISES DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

Aujourd'hui en Auvergne Rhône-Alpes, plus de 10 % des salariés travaillent dans le secteur de l'Économie Sociale et Solidaire ! Grâce aux propositions du Rassemblement, ce sont quelques 4 000 emplois de plus qui verront le jour !

3. Poursuivre le développement de l'Économie Sociale et Solidaire

- ▶ Financer une sélection de projets respectueux des critères d'emploi et d'utilité sociale, élaborés conjointement par des acteurs de l'ESS, des artisans, des commerçants, des industries et entreprises culturelles.
- ▶ Soutenir le développement des monnaies locales et de l'épargne de proximité qui permettent de créer de l'emploi ici et maintenant.
- ▶ Des salariés aux manettes : en soutenant la reprise d'entreprises par ses salariés, notamment en coopérative (SCOP ou SCIC) par la mise à disposition d'experts, d'avances remboursables et grâce à une banque régionale d'investissement, la Région participera au maintien de l'emploi sur nos territoires.

Aller plus loin :
Un Fonds d'Innovation Sociale de 5 millions d'euros a été créé entre l'Europe, la Région et la Banque Publique d'Investissement pour aider les entreprises sociales à changer de dimension. Nous agissons pour que ce fonds soit doublé !

4 000 EMPLOIS DANS L'AGRICULTURE

4. Développer l'agriculture de demain

- ▶ Nous mobiliserons des fonds régionaux et européens pour l'aide à l'installation et reconversion dans l'agriculture de demain.
- ▶ Nous accompagnerons les agriculteurs volontaires à la transition vers une agriculture paysanne, notamment par l'aide à la réalisation d'un diagnostic technique et financier de leur exploitation.

MAINTENIR LES EMPLOIS EXISTANTS DU TERRITOIRE

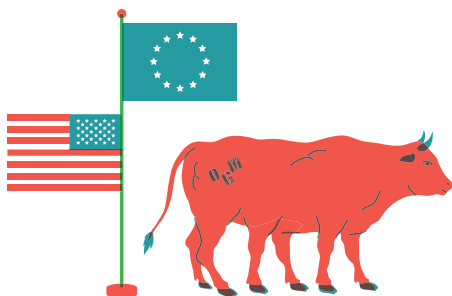
5. Réorienter la commande publique et lutter contre l'évasion fiscale

- ▶ En jouant sur les critères sociaux et environnementaux des appels d'offres nous viserons des filières locales créatrices d'emplois, notamment pour les publics les plus fragiles, et des technologies de développement durable.
- ▶ Pour lutter contre l'évasion fiscale, destructrice d'emplois, nous exigeons la transparence des banques et entreprises qui travaillent avec la Région. La Région n'empruntera pas aux banques qui opèrent dans les « paradis » fiscaux. L'accès à la commande publique et aux appels d'offre seront interdites aux entreprises dont les filiales ou les holdings se tiendraient dans des « paradis » fiscaux.

18

Aller plus loin :
Le réseau des Maisons de l'Emploi a mis en place des facilitateurs qui aident d'un côté les collectivités et les services de l'Etat dans leurs clauses socio-environnementales, et de l'autre côté les entreprises prestataires de service et les acteurs de l'accompagnement à l'emploi pour la réponse à ces clauses.
Généralisons ce dispositif efficace sur toute la grande région pour développer l'emploi éthique dans notre région !

AUVERGNE RHÔNE-ALPES, ZONE HORS TAFTA



MAINTENIR DES OUTILS CRÉATEURS D'EMPLOIS

6. S'opposer au Traité Transatlantique (TAFTA) en cours de négociation

- ▶ Nous déclarerons la région « hors-TAFTA », car l'adoption de ce traité engendrerait une concurrence déloyale insoutenable pour les entreprises de notre territoire et donc de l'emploi. Il serait un frein à la création d'emploi en supprimant les outils de création d'emploi que la Région met en place.
- ▶ Nous mènerons une coalition de Régions au comité des Régions de l'Union Européenne pour faire pression sur la Commission et le Conseil de l'Europe.

LES 50 000 EMPLOIS EN BREF

Rediriger les aides aux PME/TPE
et les conditionner
à la création d'emplois :

17 000

Développer les filières d'énergies
renouvelables :

8 000

Promouvoir les filières du recy-
clage et de l'économie circulaire :

5 000

Construire plus de logements
et engager la réhabilitation
énergétique :

7 000

Repenser la formation tout au
long de la vie et l'apprentissage :

5 000

Soutenir les associations et
entreprises de l'Économie
Sociale et Solidaire

4 000

Soutenir les agriculteurs et la
transmission des exploitations
agricoles :

4 000

=

50 000



Jean-Charles Kohlhaas

Tête de liste régionale

Corinne Morel Darleux

Porte-parole régionale

Le Rassemblement

► Le Rassemblement citoyen, écologique et solidaire s'engage à faire de la région un territoire où chacun trouve sa place. L'emploi est donc au cœur de notre programme. Notre objectif : réorienter l'action économique de la Région pour créer 50 000 emplois locaux au cours du prochain mandat. Ce livret explique comment nous le ferons et pourquoi c'est possible !

Le 6 décembre, pour #BienVivre
en Auvergne - Rhône-Alpes, je vote pour

LE  **RASSEMBLEMENT**
— *citoyen - écologique - solidaire* 2015

www.lerassemblement2015.fr | ÉLECTIONS RÉGIONALES LES 6 ET 13 DÉCEMBRE

Le Rassemblement 2015, une démarche citoyenne soutenue par :

